



PRÉFET DU NORD

Cabinet du préfet  
Service régional de la  
communication interministérielle  
Bernard Chabierski/ Sophie Copin  
03 20 30 52 04

Lille, le 22 novembre 2012

### **Compte-rendu du Comité de pilotage départemental du centenaire de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale Mardi 13 novembre 2012 à 10h (salle Erignac)**

Dans la perspective de la commémoration du centenaire de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, le Comité de pilotage départemental (COFIL) a été installé le mardi 13 novembre 2012 sous la présidence d'Yvan Cordier, directeur de cabinet du préfet du Nord.

Les participants figurent en annexe.

#### 1. Yvan Cordier, directeur de cabinet, ouvre la séance :

Yvan Cordier, directeur de cabinet, après avoir excusé l'absence de Dominique Bur, préfet du Nord, retenu par la réunion des préfets, ouvre la séance en remerciant Joseph Zimet, directeur général de la mission et Rosemary Banks, ambassadeur de Nouvelle-Zélande pour leur présence. Yvan Cordier rappelle les instructions données en avril par le secrétariat général du gouvernement selon lesquelles le COFIL veille à la bonne cohérence, dans le département du Nord, des actions proposées par les collectivités territoriales et les partenaires étrangers.

Il souligne l'action importante du Conseil régional en ce qui concerne le tourisme de mémoire. Une convention entre l'Etat et le Conseil régional a été signée le 13 avril 2011.

Yvan Cordier précise que ce comité a quatre objectifs principaux :

- Etre **l'interlocuteur du groupement d'intérêt public** (GIP) dans le département du Nord. Le COFIL doit alimenter le GIP de toutes remarques.
- Etre **l'interlocuteur de tous les acteurs** voulant mettre en œuvre des initiatives
- Identifier les **projets les plus remarquables** dans le département du Nord
- Assurer une bonne **coordination des actions** proposées par les collectivités territoriales, les associations et les partenaires étrangers.

Il souligne l'annonce de la création, début octobre, par une communication en Conseil des ministres, d'une mission « des anniversaires des deux guerres mondiales » et la nécessité, par voie de conséquence, de trouver une articulation entre la mission susnommée et le centenaire.

Il annonce l'ordre du jour :

- Intervention de Joseph Zimet, directeur général de la Mission
- Intervention de Philippe Munier, directeur départemental de l'ONAC-VG
- Tour de table des participants

## 2. Intervention de Joseph Zimet, directeur général de la Mission :

Joseph Zimet informe les membres présents que la Mission a identifié cinq enjeux qui orientent leurs travaux :

- La **dimension internationale** du centenaire où les collectivités territoriales vont s'exprimer à travers des actions de coopération décentralisée. La France souhaite utiliser la thématique du centenaire pour réaliser des coopérations scientifiques et culturelles.
- La **dimension culturelle** dans la mesure où se multiplient aujourd'hui les initiatives en matière de valorisation du patrimoine. Les musées vont être de grands acteurs. Se dessine pour 2014, une grande saison culturelle.
- La **dimension pédagogique** à travers la transmission des valeurs et des messages, laquelle transmission justifie la présence du ministère de l'éducation nationale. Il s'agit d'un enjeu pédagogique transdisciplinaire.
- La **dimension mémorielle** dans la mesure où ce conflit a une résonance particulière, notamment dans le département du Nord. Il est possible de faire un parallèle avec la commémoration du bicentenaire de la révolution française.
- La **dimension économique** et touristique, le centenaire est un enjeu de développement pour les collectivités territoriales.

Pour conclure, Joseph Zimet précise que la Mission attend des comités départementaux d'établir une feuille de route. Chaque COPIL doit, **avant le 1 juin 2013, identifier les projets innovants** afin que la Mission puisse apposer **un label national**. Le COPIL devra être vigilant pour sélectionner ces initiatives.

Damien Baldin, conseiller pour l'action territoriale, ajoute qu'il pourra adresser des éléments de comparaison aux différents comités départementaux.

## 3. Tour de table avec les participants :

Philippe Munier informe les membres présents qu'il a sollicité les différentes associations susceptibles d'avoir des projets. Il cite en exemple le projet de biographies de l'union nationale des anciens combattants. Il indique qu'il a identifié trois temps dans la commémoration :

- 2014 : réunion à Sarajevo des chefs d'Etat et de gouvernement
- 1914-1918 : Phase déterritorialisée
- 1918 : Fin de la commémoration le 11 novembre

Yves Le Maner, directeur de la mission commémoration de la Région Nord – Pas-de-Calais, annonce la mise en œuvre de deux grands programmes dont l'échéance est fixée en 2014. Il s'agit de la **création d'un mémorial à Notre-Dame de Lorette et d'un centre d'interprétation** au pied de la colline. La région soutient également des projets d'exposition dont la première aura lieu à Lille en 2014. Il rappelle l'existence du projet des conservateurs du Nord – Pas-de-Calais qui prévoit des expositions ambulantes, ainsi que le soutien aux cérémonies du Fort Leveau à Maubeuge pris en 1914 par les allemands.

Françoise Polnecq, conseillère générale, évoque un projet d'exposition « le Nord dans la Guerre » et notamment la convention de partenariat signée avec Bavay. Elle signale que le département est chef de file de beaucoup de projets Interreg. Elle indique qu'il serait opportun de développer un **réseau transfrontalier des deux guerres mondiales**.

Mireille Jean, directrice des archives départementales du Nord, souligne qu'outre la dimension culturelle, **la dimension pédagogique** est primordiale. **Un travail** est actuellement en cours **avec le rectorat** pour coordonner diverses actions.

Hubert Huchette, maire de Fromelles, évoque l'importance des **écoles** et des **associations d'anciens combattants** pour pérenniser les souvenirs.

#### 4. **Débat :**

Rosemary Banks, ambassadeur de Nouvelle-Zélande, se réjouit de sa participation au COPIL et indique qu'elle est prête à travailler avec l'ensemble des participants. Elle rappelle qu'en Nouvelle-Zélande la Première guerre mondiale a été décisive dans la formation de l'identité nationale et par conséquent, la préparation du centenaire est importante. La Nouvelle-Zélande souhaite renforcer ses relations internationales, notamment avec la France. Elle indique qu'une commission, un bureau de projets et un site internet ont été mis en place. Elle rappelle les dates clefs pour la Nouvelle-Zélande, à savoir avril 2015 et le 4 novembre 2018, date de la libération de Le Quesnoy par les troupes néo-zélandaises. Elle souligne l'existence d'un projet principal en France qui repose sur le développement d'un schéma de la mémoire et ajoute que le COPIL est utile pour être informé des projets du département. Elle précise que la philosophie est de coopérer avec l'ensemble des acteurs locaux. Un livre a été préparé.

Graham August, lieutenant colonel, représentant les autorités britanniques, rappelle que le Premier ministre **britannique** a fait un discours où trois thèmes principaux ont pu être identifiés :

- Différentes programmations pour célébrer les morts
- Mise en œuvre d'un programme d'éducation nationale où les écoles pourront choisir un soldat et venir en France pour suivre son parcours.
- Transformation d'un musée

Il indique la mise en place d'une **commission** composée notamment d'historiens **le 4 août 2014**. Il ajoute que le **1<sup>er</sup> juillet 2016** sera une date clef en ce qu'elle représente **le point d'orgue de l'effort des troupes britanniques sur le continent correspondant à la bataille de la Somme**. Il insiste sur la volonté de la Grande-Bretagne de coopérer pleinement avec l'Etat et la Région.

Rodney Muir, chef de projet, au **ministère australien** des anciens combattants, annonce la **création d'un schéma de mémoire** composé de **neuf sites** pour préparer le centenaire. Il indique la **création d'un musée à côté du cimetière de Fromelles** (à vérifier) en 2013 visant à commémorer la bataille de Fromelles le 19 juillet 1916. Il précise que la réalisation du musée est le fruit de la coopération de plusieurs institutions : Conseil général, Conseil régional, commune de Fromelles et l'Etat.

Victor Blanquart, président départemental de l'UNC, annonce la création d'un projet composé de plusieurs propositions, notamment :

- Chaque année, **une commune** pourrait organiser **une exposition** qui reprendrait le **vécu d'un poilu**.
- Organisation d'un concours annuel des élèves et de soirées où les enfants liraient **des lettres de poilus**
- **Restauration des monuments aux morts**

Jean-Marc Vanderpote, président du **Souvenir français**, rappelle que le Souvenir français est membre du GIP. Il indique qu'aucun projet n'a été diligenté par la délégation générale. Il rappelle la création de nombreux monuments et le coût engendré par l'entretien.

Christine Dalbert, **inspecteur pédagogique régional**, représentant le Rectorat, rappelle que le COPIL doit se préoccuper également de **l'aspect historique**. Elle indique que la **Première Guerre mondiale** est un objet d'enseignement d'histoire et qu'il appartient donc à l'école d'apporter la connaissance des faits. Elle ajoute que si des veillées sont organisées, il est opportun que les enfants aient le cadrage chronologique des faits pour donner du sens à leurs actions. La **Première Guerre mondiale** est aussi objet de réflexion. Elle rappelle qu'il y a déjà beaucoup d'initiatives de terrain et ne doute pas que la thématique sera reprise par les enseignants.

Joseph Zimmet intervient en indiquant que le ressort académique ne correspond pas nécessairement au département et que le ministre a prévu **un projet de comité pédagogique du centenaire**.

Joël Surig, directeur académique adjoint, indique que de nombreuses actions vont être mises en œuvre. Il précise qu'un **travail** important sur **les objets de mémoire** sera mené avec les professeurs d'histoire. Il insiste sur la nécessité de travailler sur les aspects de communication entre les élèves et enseignants, notamment par le biais de skype. Il pense opportun de faire travailler **les centres de ressources documentaires sur cette thématique**.

Jacques Philippon, **conservateur régional pour les monuments historiques**, direction régionale des affaires culturelles (DRAC), rappelle que la DRAC a déjà travaillé sur le sujet depuis plusieurs années à travers **sa politique de préservation**. Il indique qu'est menée une campagne depuis cinq ans, laquelle permet de protéger une dizaine de monuments. Il souligne la tenue de deux réunions qui se sont déroulées avec la Lorraine, l'Alsace et la Champagne-Ardenne. Il précise que deux territoires ont été identifiés comme étant prioritaires, à savoir le territoire des Weppes et celui du Cambrésis. Il indique les grandes thématiques communes aux DRAC :

- Techniques et constructions militaires
- Conservation des bétons
- Guerre des civils

Sylvie Aprile, professeur d'histoire contemporaine **Université Lille 3**, indique que l'Université est un relais puissant en ce qu'elle forme les enseignants qui seront en charge de ce travail de mémoire. Les chercheurs participent déjà aux différentes initiatives. Elle précise que l'Université a lancé un travail de collecte afin de **créer un outil d'analyse**.

Etienne Stock, **sous-préfet de Cambrai**, précise que le processus **des cérémonies commémoratives** a déjà été lancé dans l'arrondissement de Cambrai. Il indique son attachement à maintenir vivant les événements et à les rendre perceptibles pour la population locale. Il rappelle que Cambrai confie chaque année la **garde du drapeau à une classe**. Il estime que cette pratique met une graine de mémoire qui peut être utilisée, tout au long de la vie, dans le cadre d'une démarche citoyenne plus approfondie. Il indique que ces différentes initiatives pourraient être déclinées dans le département.

Olivier André, **sous-préfet d'Avesnes sur Helpe**, insiste sur la nécessité **d'associer la population** à la commémoration. Il indique que le siège de Maubeuge a laissé des traces et pose la question de la guerre des civils. Il évoque la question de **l'association des autorités allemandes** au COPIL.

Yves Le Maner intervient en indiquant que leur participation est nécessaire dans la mesure où nous vivons dans un contexte européen.

Yvan Cordier indique en conclusion que :

- **les autorités allemandes et les autorités fédérales belges** seront invitées à la prochaine réunion
- la prochaine réunion se tiendra en février 2013. Elle visera à ouvrir un premier échange sur les projets labellisés en vue de leur transmission d'ici le 1<sup>er</sup> juin 2013 à la mission du Centenaire. A cette fin, il invite les participants à faire part, par écrit le cas échéant, des projets dont il souhaiterait la labellisation.
- les personnes ressources sur le dossier sont, à la préfecture, Bernard Chabierski ([bernard.chabierski@nord.gouv.fr](mailto:bernard.chabierski@nord.gouv.fr)) et Didier Wallaeyts ([didier.wallaeyts@nord.gouv.fr](mailto:didier.wallaeyts@nord.gouv.fr)) et à l'ONAC Philippe Munier ([philippe.munier@onacvg.fr](mailto:philippe.munier@onacvg.fr))
- un comité technique préfecture, Conseil régional, et Conseil général va être constitué sur cette question